ASSEMBLÉE NATIONALE

10 octobre 2023

PLFSS POUR 2024 - (N° 1682)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS340

présenté par

M. Garot, M. Guedj, M. Aviragnet, M. Califer et M. Delaporte

ARTICLE 24

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« III. – Dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport portant sur l'application du présent article. Ce rapport analyse plus largement l'impact de la convention signée entre l'Union nationale des caisses d'assurance maladie, l'Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie, les chirurgiens-dentistes de France et la fédération des syndicats dentaires Libéraux le vendredi 21 juillet 2023 sur l'accès aux soins dentaires, notamment la disposition visant à installer un conventionnement sélectif à l'installation. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés socialistes et apparentés vise à remettre un rapport sur l'impact du conventionnement sélectif des chirurgiens-dentistes sur l'accès aux soins.

Signée en juillet 2023, la nouvelle convention entre l'Assurance maladie et les chirurgiens-dentistes prévoient la mise en place d'un conventionnement sélectif.

Il s'agit donc d'évaluer l'impact de cette disposition sur l'accès aux soins bucco-dentaires.

Tel est l'objet du présent amendement.